

La terreur d'État, l'asservissement industriel, l'abêtissement capitaliste et la misère sociale nous frappent tous et toutes. Insidieusement et continuellement, ces forces néfastes séparent notre être intime. Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. Combien d'entre les citoyens tentent difficilement de défaire la nuit ou pendant leur maigre temps libre ce dont ils ont été complices chaque jour travaillé ? Ce mépris dans lequel nous tient le système est essentiel, comme est fondamentale la négation de nos envies authentiques au profit d'un seul désir : consommer.

Au moment où la perspective de l'implosion du système capitaliste devient enfin plausible, il s'agit d'accompagner son effondrement et de s'organiser en « communes » qui privilégient l'être à l'avoir – parce qu'il n'y a plus rien à attendre de l'État – et offrent la possibilité à chacun d'entre nous d'accéder librement – en limitant dans la mesure du possible les échanges d'argent – à la nourriture, à un logement, à l'éducation, et à une activité choisie.

*Sous-Comité décentralisé
des gardes-barrières en alternance*

MANIFESTE POUR UNE DÉSŒBÉISSANCE GÉNÉRALE NE SAUVONS PAS LE SYSTEME QUI NOUS BROIE !

Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance

MANIFESTE POUR UNE DESOBEISSANCE GENERALE NE SAUVONS PAS LE SYSTEME QUI NOUS BROIE !

Le présent manifeste est rédigé par le Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance. Il peut être librement copié. Il ne peut en revanche donner lieu à aucune transaction financière sans l'autorisation de son auteur et de son éditeur.

Sous-Comité décentralisé des gardes-barrières en alternance
SCCDGBEA
91 route des Romains 67200 Strasbourg

Éditions le passager clandestin
26, rue Muller - 75018 PARIS
www.lepassagerclandestin.fr

« Aujourd'hui, c'est l'empire des multinationales qui implose sous nos yeux, et la plupart continuent à se lamenter plutôt que de mettre en place une société où la solidarité et le bien commun seraient restaurés. Il s'agit de rompre avec un système qui nous détruit et de bâtir des collectivités et un environnement où il nous sera donné de commencer à vivre. [...] En dépit de la répression meurtrière, des exactions et des tortures, la résistance n'a pas cessé à Oaxaca. Le feu est entretenu sous la cendre. Le mouvement des barricadiers, des libertaires et des communautés indiennes s'est débarrassé des ordures gauchistes – léninotrotskysto- maoïstes – qui prétendaient récupérer le mouvement. Les choses sont claires et quand le combat reprendra, il sera sans crainte et sans ambiguïté. En revanche, en Europe, où l'on ne fusille plus personne, ce qui domine c'est la peur et la servitude volontaire. Le système financier s'écroule et les gens sont encore prêts à payer leurs impôts pour renflouer les caisses vidées par les escrocs qu'ils ont portés à la tête des États. Ici, à la différence d'Oaxaca, les citoyens élisent le boucher qui les conduira à l'abattoir. »

Raoul Vaneigem, octobre 2008

« Les mots nous divisent, les actes nous unissent. »
Tupamaros (Uruguay)

Depuis des décennies, les dirigeants de la planète sèment un vent mauvais. L'instabilité des vies des individus, ballottés entre un présent peu satisfaisant et un no future érigé en idéal de la soumission, a été, pour « nos » dirigeants, ainsi que celles et ceux qui les servent, une excellente façon d'asseoir leur domination, ôtant aux individus toute perspective d'avenir sûr. Tel est le fond de la thèse du dernier livre de Naomi Klein, qui affirme que nous sommes entrés dans l'ère de « la stratégie du choc », selon son titre même : le système soumet les populations à des ca-

explosif et toxique. À l'issue de deux semaines de conflit, ils ne sauvent pas l'usine mais partent avec une prime de 80 000 francs, un congé de conversion et 80 % de leur salaire pendant 12 mois.

L'action de pollution délibérée d'un cours d'eau est un procédé choquant. Ce geste, dans le cadre de la lutte chez Cellatex, est cependant à relativiser. Face à une direction et des pouvoirs publics sourds à leurs revendications, il s'agit d'utiliser un des rares moyens de pression encore disponible. De plus, la pollution occasionnée est elle aussi à relativiser compte tenu des pollutions environnementales provoquées par les industries (Cellatex ?), beaucoup plus massives et régulières et qui n'ont pas l'air de causer des masses d'état d'âme aux donneurs de leçons politiques, économiques et médiatiques !

Autre information : l'ouverture de la vanne de déversement a été réalisée avec la superposition des mains d'une multitude de salariés grévistes, ce qui a empêché d'identifier, et donc de poursuivre, l'un d'entre eux.

*Extrait d'un tract du Garas
(groupe d'action et de réflexion anarcho-syndicaliste)
intitulé Sortons de l'impasse, gagnons nos luttes !
distribué pendant les manifestations d'octobre 2005.*

retards quotidiens pouvant atteindre 2 à 3 heures : les agents de sûreté contrôlaient une plus grande proportion de bagages.

Lutte intra muros, lutte extra muros : Soit la lutte se limite à l'intérieur de l'établissement, soit elle consiste à envahir et occuper tel établissement ou une administration favorable à l'employeur : DDTE, justice, mairie, local de parti politique, siège d'un journal, CCI, entreprise où a été transférée la production.

Avril 2004. Pour les précaires et les chômeurs, l'occupation est un des seuls modes d'action possibles. Récemment leur mobilisation, avec notamment plusieurs occupations d'antennes Assedic, a permis, par exemple, la victoire des recalculés.

Manifestation de ville, nationale ou internationale : Elle fait découvrir le conflit, popularise la lutte, maintient la pression, permet de jauger le rapport de forces.

Piquet de grève : Mise en place de barrages pour empêcher les non-grévistes de pénétrer dans l'établissement pour travailler et/ou pour empêcher la livraison des matières premières. Production sauvage, vente sauvage : Les grévistes utilisent les machines de l'entreprise pour produire des biens qu'ils vendent directement à la population en réduisant le prix ce qui satisfera tout le monde et apportera des liquidités aux grévistes. Et cela servira à maintenir la pression sur le patronat.

ACT (ex Bull) Angers, février 2003. Les travailleurs de l'usine saisissent un stock de produits et détruisent symboliquement par le feu quelques centaines de cartes électroniques ; d'un autre côté, pendant quelques jours, ils remettent en marche une ligne de production de ces cartes. Réappropriation : Reprise sous le contrôle des salariés des biens produits par l'entreprise, c'est-à-dire par eux-mêmes.

Usine Bata de Moussey (Moselle), juin 2001. Les portes de l'usine sont bloquées et les piquets de grève se relaient en permanence. Un stock de 450 000 paires de chaussures est sous la surveillance étroite des 875 salariés. La direction voudrait récupérer cette marchandise pour alimenter ses circuits de distribution, mais les ouvrières et ouvriers ont conscience que ce trésor est leur seule chance de survie. Le 6 juillet, les ouvriers occupent deux magasins parisiens et distribuent les chaussures aux passants pour populariser leur action.

Sabotage : Cette méthode de lutte s'attaque au patron, soit par le ralentissement du travail qui permet au quotidien de souffler, soit en rendant les produits invendables, soit en immobilisant ou rendant inutilisable l'instrument de production. Mais conserver à l'esprit que la lutte doit nuire à l'employeur, pas aux usagers, eux-mêmes exploités et possibles chômeurs.

Usine Cellatex à Givet (Ardennes), juillet 2000.

Les 153 salariés apprennent que leur entreprise, filiale du groupe Rhône-Poulenc, va fermer et que leur patron s'est fait la malle. Pour se faire entendre, ils décident de déverser 5 000 litres d'acide sulfurique dans un canal de dérivation de la Meuse, et menacent de faire tout péter avec le stock de 47 000 litres de sulfure de carbone, un produit inflammable,

tastrophes sociales, économiques et guerrières répétées, désorganisant la vie des individus, lesquels ne cherchent plus qu'à se préserver du mieux possible des drames alentour. C'est le chacun-pour-soi généralisé, sous prétexte de sauver encore les médiocres avantages que 8 nous espérons conserver contre toute évidence. Cette thèse est étayée avec beaucoup plus de brio dans *Catastrophisme*. Administration du désastre et soumission durable, de René Riesel et Jorge Semprun, dont le titre dit avec exactitude ce qu'est l'époque dans laquelle nous nous engouffrons. Il est temps, aujourd'hui, que « nos » dirigeants soient balayés par la tempête qu'ils annoncent.

Ce système aboutit à la misère de deux ou trois milliards d'êtres humains, selon les statistiques des organismes officiels eux-mêmes ; 963 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2008, soit 120 millions de plus que trois ans auparavant. Cette misère est liée au système économique bien sûr, aux transnationales sans aucun doute. Elle a des conséquences non seulement sociales et individuelles, mais aussi culturelles, écologiques – par exemple, c'est bien la misère des paysans du Nordeste qui les pousse à participer à la dévastation de l'Amazonie –, et ainsi de suite. Dans le même temps, les alternatives semblent incertaines, ou peu crédibles. La fin et surtout le refus de la croissance sont encore loin d'être acceptés dans la pensée politique ici, pour ne rien dire des États-Unis ou de la Chine. Quant aux réformes profondes, qui prônent une redistribution totale des cartes sur un mode humaniste radical, elles semblent à beaucoup d'entre nous irréalistes. Pourtant, il n'y a rien là d'extraordinaire. Ce système nous a proposé jusqu'à maintenant d'accumuler, de vivre à fond dans l'avoir. Et il a acheté notre complicité, alors que des êtres humains n'avaient même pas la possibilité de vivre décemment. Cette misère s'étend à tout être vivant. La terreur d'État, l'asservissement industriel, l'abêtissement capitaliste et la misère sociale nous frappent toutes et tous. Insidieusement et continuellement, ces forces néfastes divisent notre être intime. Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. Combien d'entre les citoyens tentent difficilement de défaire la nuit ou pendant leur maigre temps libre ce dont ils ont été complices chaque jour travaillé ?

Ce mépris dans lequel nous tient le système est essentiel, comme est fondamentale la négation de nos envies authentiques au profit d'un seul désir : consommer. Or, avec le krach, possible ou probable voire proche, de l'économie, il s'agit maintenant d'être, et de nous passer de ces avoirs frelatés. Car le système, dans les mois qui viennent, va se montrer de plus en plus incapable de satisfaire nos simples besoins, même de produits empoisonnés. Au moment où la perspective de l'implosion du système capitaliste devient enfin plausible, dans la mesure où la consommation, qui semble la condition de son maintien, est en train de chuter, il s'agit d'accompagner son effondrement et de s'organiser en « communes » qui privilégient l'être à l'avoir – parce qu'il n'y a plus rien à attendre de l'État, comme le montre l'analyse des démocraties sud-américaines qui suit –, et offrent la possibilité à chacun d'entre nous d'accéder librement – en limitant dans la mesure du possible les

échanges d'argent – à la nourriture, au logement, à l'éducation, et à une activité choisie.

Des « démocraties » annoncées par l'histoire politique et sociale de l'Amérique latine entre 1970 et 2000. Qu'y aura-t-il demain à la place du système actuel ? Ne soyons pas naïfs, le système politique en place a déjà construit sa réponse. Il s'est doté en France (aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe) depuis les années 1980 d'une législation spéciale dite antiterroriste qui l'autorise à se passer désormais de la « justice ». Dans le même mouvement, il a déjà effectué le transfert de ses moyens de sa main gauche à sa main droite : de la main qui soigne à celle qui punit, des services sociaux et hospitaliers aux bons soins de la police et de la prison. Nous sommes entrés, déjà, dans une période d'interpellations arbitraires, de comparutions immédiates suite à des manifestations, ou encore de condamnations à des amendes disproportionnées. Comme l'indique l'ouvrage Big Brother Awards. Les surveillants surveillés (2008), l'heure est au fichage généralisé effectif par l'interconnexion des fichiers, de celui de la Sécurité sociale à ceux de la police, et à la criminalisation de toute prétendue déviance, en France comme en Europe. Simplement refuser un test ADN est ainsi passible d'un an de prison et de 15 000 € d'amende. Nous devons démontrer à chaque instant que nous sommes innocents ; c'en est fini de la charge qui incombe à l'État, sa police et ses juges de démontrer que tel suspect était coupable : désormais, tous, nous sommes suspects. Nous avons dépassé le moment du fantasme sécuritaire, et sommes entrés en quelques années dans l'ère sécuritaire. Le système est donc prêt à fonctionner, d'autant qu'il a déjà été testé grandeur nature en Amérique latine dans les années 1970-2000. On se contentera de tracer les grands traits d'une analyse de la dictature démocratique, ce qu'Eduardo Galeano appelle la « démocratie », une dictature ayant l'apparence formelle de la démocratie (élections libres, notamment). Pour plus de détails, nous renvoyons, encore, à René Riesel et Jorge Semprun, Angela Davis et ses Goulags de la démocratie, ou d'autres analyses prenant en compte l'évolution récente du système capitaliste, sur un mode non paranoïaque – car nous refusons les théories du complot qui n'effleurent que la superficie des choses, tout en anticipant la défaite et « justifiant » ainsi le refus préalable de livrer combat.

En 1973, Augusto Pinochet et l'armée chilienne, puissamment aidés par la CIA, ont mis à bas le régime d'Allende. Ce qui nous intéresse ici est que Pinochet a mis en place une Constitution conforme à sa dictature, mais qui permettait aussi de repasser à la « démocratie », et cela sans remettre jamais en cause le système économique chilien. Le Chili est en effet une réussite en Amérique latine du point de vue du système économique, puisque le pays est passé sans encombre d'une dictature musclée à une démocratie. C'est une leçon que n'oublie pas Sarkozy, Berlusconi et tous les autres : on peut passer de la démocratie à la dictature puis à la démocratie sans que cela gêne en quoi ce soit le système économique. Point fondamental dans une société où le seul hori-

truction de matériel, y compris l'incendie d'une partie du stock de fibres textiles et la menace d'en brûler encore plus si les machines tenues en otage sont évacuées par la force. Ils obtiennent des indemnités de licenciement plus substantielles, qui devront d'ailleurs être payées par le conseil général.

Grève généralisée : Situation de grève touchant tout un secteur ou plusieurs secteurs de production ou bien une région, un pays ou un groupe de pays.

Exemple de la grève de 1995.

Grève générale : Grève intercatégorielle, intersectorielle sur un territoire donné : région, pays, international. Action consciente et concertée, ce qui la différencie de la grève généralisée. À ce stade, les gens en lutte entendent défier leurs adversaires. Ils ne s'en remettent pas au verdict des urnes, ni au gouvernement qui en est issu, ni aux promesses à venir. Les gens en lutte, s'appuyant sur l'action directe, entendent ici et maintenant faire aboutir leurs revendications. La grève générale marque et exprime clairement l'affrontement de classes. Si elle est massive, le rapport de forces est optimum et d'autres choix peuvent apparaître.

La dernière grève générale en France est celle de mai-juin 1968, elle a blessé mortellement la Ve République mais sans réussir à abattre le système. Les principales centrales syndicales (CGT, CFDT) et le PCF ont montré à cette occasion leur incapacité à accompagner la grève générale insurrectionnelle qui rassemblait ouvriers, employés (sur 15 millions de travailleurs, près des deux tiers firent grève) et étudiants...

Grève générale insurrectionnelle, grève générale expropriatrice :

Les grévistes, pour diverses raisons, deviennent émeutiers, barricadiers. Le peuple se soulève, ouvrant la perspective d'une possible expropriation des capitalistes : pour ce faire, les grévistes s'emparent des moyens de production, d'échange, de communication. Les entreprises, le commerce, les administrations sont placés sous le contrôle des comités de luttes. C'est le prélude à un changement social profond.

On trouve un exemple de grève générale expropriatrice et insurrectionnelle dans les événements du 19 juillet 1936 en Espagne. Grève perlée : Débrayage d'une partie du personnel puis reprise tandis qu'une autre partie débraye et ainsi de suite. Avantage : perte de salaire minimum par individu tandis que l'établissement est pratiquement paralysé et que l'employeur paie ses salariés devenus peu productifs voire inactifs. L'employeur tentera de faire travailler les non-grévistes, l'encadrement ou les intérimaires, voire fermera l'entreprise pour un temps, afin d'éviter de verser des salaires à des gens inactifs.

Grève du zèle : Application stricte ou excessive des consignes, des règlements et des voies hiérarchiques, entravant ainsi le bon fonctionnement de la production.

Aéroport parisien. Une grève du zèle dans la sûreté aéroportuaire au début de l'été 2002, étendue sur plusieurs semaines, avait entraîné des

*Celui qui ne connaît pas l'histoire
est condamné à la revivre*

Action directe et luttes syndicales

PETIT GLOSSAIRE DES MOYENS ORDINAIRES

La liste suivante n'est pas exhaustive, d'autres moyens d'action existent : désobéissance civile, boycott, discrédit, protestation verbale, tracts, etc.

Coulage : Freiner la production en ralentissant les cadences de travail.

Débrayage : Cessation d'activité d'une durée maximum de quelques heures. Le débrayage exprime le mécontentement, il est souvent à l'origine d'une lutte plus importante en dévoilant des problèmes ignorés par les salariés. Le débrayage est utilisé comme moyen de pression dans des négociations à court terme ou pour des revendications mineures concernant les conditions de travail dans l'entreprise (manque de chauffage, problèmes de primes, de salissures ou de casse-croûte, etc.).

Mairie de Blagnac, juin 2000. Les 14 vacataires de la mairie de Blagnac réclament depuis 1998, l'égalité des salaires entre titulaires et précaires. Un appel au débrayage est lancé pour le 13 avril 2000. Plus de 200 employés manifestent, le débrayage est un succès. Une reconduction du débrayage est décidée pour le 4 mai 2000. Légère baisse de la participation et surtout refus catégorique des autorités d'envisager les titularisations souhaitées. Devant la menace de nouvelles actions et le soutien de la population, la mairie annonce, le 31 mai 2000, une titularisation, sans condition, dès septembre 2000 de tous ceux qui la revendiquaient.

Grèves : Elles peuvent être limitées ou illimitées.

Cessation du travail par les salariés.

Avantage : exprime une certaine radicalité, une participation à la lutte, bloque tout ou partie de la production. Inconvénient : perte de salaire importante pour les grévistes. L'établissement peut continuer à produire avec des intérimaires, des nongrévistes. La production peut être réalisée sur un autre site.

Grève avec occupation : Les grévistes investissent le secteur visé, évacuent les nongrévistes, détournent à leur profit la logistique : salles de réunions, réfectoires, dortoirs, photocopieuses, téléphones et véhicules. Mossley Hellemmes (Lille) juin 2001. 123 travailleurs de la filature Mossley occupent l'usine. L'occupation va durer 71 jours ; elle est ponctuée par diverses actions de commandos toujours accompagnées de des-

zon que les dirigeants offrent aux masses est de travailler pour produire pour consommer. Dans les années 1990, deux pays firent l'expérience inverse de celle du Chili : l'Argentine et le Pérou. En Argentine, Carlos Menem fut élu en 1989, fit modifier la Constitution qui ne prévoyait qu'un seul mandat pour être réélu en 1995. Il ne quitta le pouvoir qu'à reculons en 1999, après avoir mis le pays à sac. L'étonnant dans le cas Menem est qu'il a pu procéder comme un véritable dictateur tout en étant élu et réélu de manière démocratique. Plus besoin de coup d'État pour faire parvenir au pouvoir des oligarchies aux vues étroites qui servent les intérêts de groupes extrêmement restreints. Menem ne vit plus en Argentine, et, jouant le rôle trop théâtral du bon dictateur désavoué par un peuple ingrat, a pris la route de l'exil doré – comme le Mexicain Salinas de Gortari, le Zaïrois Mobutu ou le Péruvien Fujimori.

Au Pérou, Alberto Fujimori fut élu en 1990, réélu en 1995 et encore en 2000 – après avoir dû modifier la Constitution et avoir été accusé de corruption, de pratiques électorales frauduleuses, etc. Peu importe : aucun argument n'a atteint le tyran, car il en fut bien un. Fujimori a tiré parti de la lutte contre le terrorisme et le narcotraffic pour faire avaliser des pratiques illégales, de la part de l'armée et des escadrons de la mort – militaires ou paramilitaires –, allant jusqu'à l'assassinat collectif d'étudiants, par exemple. La torture est redevenue sous son règne monnaie courante dans cette démocratie d'Amérique du Sud. La démocratie au Pérou n'a pas été « remise en cause », pas plus que la démocratie américaine après les actes inhumains commis par des militaires à Abou Ghraïb ou à Guantanamo. Il nous faut réfléchir à ces faits fondamentaux, et suivre Angela Davis dans Les Goulags de la démocratie lorsqu'elle constate que la démocratie s'accommode d'actes qui n'ont rien à voir avec l'idée que l'on peut se faire d'un peuple exerçant son propre pouvoir sur lui-même... La démocratie n'est rien sans la volonté républicaine, au sens étymologique du terme, res publica, « chose publique », c'est-à-dire un pouvoir exercé au nom de tous, pour leur intérêt. Or, il y a bien longtemps désormais que la démocratie n'est plus républicaine : les élections ne sont plus qu'un rite creux, lors duquel on nous demande de choisir entre l'un et l'un, ou l'autre et l'autre, tandis que les intérêts de tous – la res publica – sont constamment bafoués par la tyrannie économique et le profit de quelques-uns.

Un système total-démocrate peut-il s'imposer aussi en France ? Et en France ? « La démocratie ne fait pas toute la légitimité d'une république. Un pouvoir tyrannique peut se mettre en place démocratiquement. Depuis des années, il est déjà à l'oeuvre pour des catégories de population telles que les habitant-e-s des quartiers (pourtant déclarés sensibles), les sans-papiers, la jeunesse dans son ensemble – et n'oublions pas que l'âge de la responsabilité pénale vient d'être porté à douze ans tandis que le dépistage de la déviance commence à la maternelle ! L'histoire comme on sait ne se répète pas et les formes de totalitarisme à venir sont forcément inédites. Nous sentons bien qu'une nouvelle sorte de régime politique, insidieusement, se met en place. Quand, à l'heure du laitier, un journaliste est brutalement interpellé chez lui, devant ses enfants ; quand des enfants innocents sont arrachés de l'école et renvoyés

BIBLIOGRAPHIE

dans leur pays d'origine ; quand une association caritative est condamnée à de lourdes amendes pour être venue en aide aux sans-abris ; quand... » Tel est le constat de Jacky Dahomay, professeur de philosophie à la Guadeloupe, démissionnaire du Haut-Conseil à l'Intégration. Certains diront que le tableau est bien noir et qu'il existe encore des contre-pouvoirs, que l'on peut « faire confiance » à nos concitoyens pour s'opposer, résister et rejeter ce qui ne va pas dans ce système. Mais n'est-ce pas là une croyance simpliste et qui ne repose sur aucune analyse ? Car, faire confiance a priori à nos qualités humaines, alors que celles-ci sont sans cesse dévalorisées par une éducation saccagée, un travail dégradé et le formatage abrutissant de médias avides de vendre leurs produits, est de plus en plus difficile – c'est d'ailleurs une des clés de la réussite du système qui nous oppresse. Faire confiance à l'intelligence humaine semble une réponse trop simple à un monde qui se complaît dans sa complexité. Et si c'était encore plus simple ? S'il fallait tout bêtement détruire ce système fondé sur la propriété, l'exploitation du travail et la valeur de l'argent que nous avons construit pour retrouver l'usage de notre intelligence humaine ?

Vers un monde totalitaire et mortifère ? Le système actuel représente le danger majeur, celui de la continuation de cet existant qui détruit la planète, qui nie les vies humaines, qui insuffle dans nos esprits les relents mortifères de l'individualisme jusqu'à la désintégration du corps social. Le système n'est pas en train de s'effondrer du fait de notre contestation ou de quelque cause qui lui serait externe. Ce que nous vivons en 2009 est l'effondrement du système sous le poids de ses propres contradictions. Pensons par exemple à la crise écologique, qui est née de l'explosion de la consommation couplée à la nécessité de produire à bas prix, donc en ne respectant aucune des limites qu'impose la préservation de notre environnement.

Bien entendu, le système n'a pas une seule carte à jouer, celle de la dictature. Il espère par exemple que le « réalisme » l'emportera dans les familles et que nous nous contenterons d'une vie au rabais, comme les Français des années 1940-1944 soumis aux restrictions des libertés et de la nourriture. Les États engagent aussi une course effrénée au « capitalisme vert », à cette écologie à la Al Gore, qui espère ou prétend que nous pouvons sortir de tous les gouffres à la fois – écologique et économique, financier et social – en devenant tous de bons petits citoyens écolos, capables de réduire leur consommation, de se serrer la ceinture et de laisser nos élites actuelles continuer à nous diriger, et à voyager en avion de congrès en symposium. Il faudrait dans ce cas que tout se passe sans heurts et que nous réprimions la montée de nos envies contestataires, au nom de la survie du vaisseau planétaire... que nos élites elles-mêmes conduisent dans le mur.

Là encore, nous pourrions allonger la liste des « solutions » qui s'offrent au système. N'oublions pas d'en citer encore une, la guerre, tout simplement, car un bon moyen pour les États-Unis d'effacer leur dette serait de faire comme l'ont toujours fait les États endettés : refuser de payer leurs créanciers. C'est ainsi que le Régent, en France, a renfloué les caisses du Trésor grâce à la banqueroute de Law – c'est-à-dire la faillite

- Angela Davis, *Les Goulags de la démocratie*, Au diable vauvert, 2006.
- Eduardo Galeano, *Sens dessus dessous. L'école du monde à l'envers*, Homnisphères, Paris, 2004.
- Éric Hazan, *LQR, la propagande du quotidien*, Raisons d'agir, 2007.
- Naomi Klein, *La Stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes sud, 2008.
- Herbert Marcuse, *Tolérance répressive*, éditions Homnisphères, 2008.
- Jawaharlal Nehru, *La Découverte de l'Inde*, Picquier, 2002.
- René Riesel et Jorge Semprun, *Catastrophisme. Administration du désastre et soumission durable*, L'Encyclopédie des nuisances, 2008.
- Rabindranath Tagore, *Vers l'homme universel*, Gallimard, 1964.
- Big Brother Awards. *Les surveillants surveillés*, Zones, 2008.
- Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, La Fabrique, 2007.
- Patrick Chamoiseau et Édouard Glissant, *Quand les murs tombent*, Galaade Éditions, Paris, 2007.
- Alain-Claude Galtié, *Renversement et rétablissement de la culture conviviale*, Pli Zetwal, St-Priest La Prugne, 2005.
- Georges Lapierre (avec une préface de Raoul Vaneigem), *La commune d'Oaxaca, chroniques et considérations*, Rue des Cascades, 2008.
- Raoul Vaneigem, *Entre le deuil du monde et la joie de vivre*, Verticales, 2008.

si parfois nous nous trompons de colère, n'oublions pas qu'elle existe et sourd partout et à tout moment dans chaque coeur de tout citoyen du monde qui a maille à partir avec les pouvoirs. Faisons savoir que, décidément, nous refusons dès maintenant d'appliquer les mesures dictatoriales ou pré-dictatoriales que le gouvernement fait voter presque chaque jour.

Nous appelons les individus qui n'acceptent plus les faux-semblants démocratiques à désobéir aux lois injustes qui criminalisent le mouvement social et enferment nos camarades, à désertir les partis et les organisations qui collaborent avec les démocraties en place, à préparer la grève générale et à se joindre à toutes les formes d'action contre les valeurs qui nous oppriment : le travail, la propriété et l'argent. Saisissons toutes les occasions pour construire l'outil dont nous avons besoin pour mener nos actions. Parti pour certains, syndicat, coordination ou organisation révolutionnaire pour d'autres, peu importe, si les moyens mis en oeuvre, la démocratie directe, la libre association et le partage des richesses, abolissent le système capitaliste que le pouvoir en place tente aujourd'hui de sauver en renflouant les banques et en imposant partout où il le peut une dictature policière et militaire. Ne sauvons pas le système qui nous broie ! Nous ne doutons pas que si l'État s'est armé jusqu'aux dents, c'est pour se défendre. Mais s'il use de l'arsenal policier, militaire, judiciaire et médiatique qu'il a accumulé, il risque d'apprendre à ses dépens que « ses valets », parce qu'ils sont aussi des hommes, peuvent désobéir.

des bourgeois créanciers du Trésor royal. Mais le hic, aujourd'hui, est que les créanciers des États-Unis s'appellent la Chine et les pays arabes producteurs de pétrole ; refuser de les rembourser de façon unilatérale, cela signifie sans doute la guerre. En temps de guerre, la dictature s'imposerait d'elle-même... D'ailleurs, le capitalisme vert dans sa version la plus crédible est dictatorial : imposition sans discussion de nouveaux critères de consommation, que seuls les puissants pourront ne pas respecter, s'assurant ainsi, comme toujours, la position dominante et le pouvoir réel sur l'emploi de nos vies.

Il faut donc oeuvrer à l'effondrement rapide de ce système. On peut espérer que cet effondrement aboutira de fait à des recompositions des solidarités, à des niveaux locaux et non plus transnationaux – les Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les SEL (systèmes d'échanges locaux), les jardins solidaires en sont quelques exemples. On peut envisager que les individus et les groupes sociaux chercheront enfin à sortir du système qui ne pourra même plus satisfaire les envies qu'il suscite pour subsister – car la consommation est le moteur de la croissance, mais pas seulement : elle est le boulet au bout de notre chaîne qui nous attache à la conservation de nos « avantages » (mal) acquis, envers et contre tout.

Au lieu de ce monde mortifère et bientôt dictatorial, nous nous entendons ensemble, sur place, découvrant à la fois notre capacité à nous organiser et en même temps l'impossibilité de compter sur un système failli. Ce peut être du rêve que de penser cela. Une utopie ! Quoi qu'il en soit, avant l'effondrement, il serait dramatique d'y renoncer d'emblée. Déclarer le combat perdu avant même de l'engager reviendrait à souhaiter que, d'une façon ou d'une autre, ce système perdure, avec son cortège d'iniquités, de destructions, d'inhumanité. C'est pour cela que nous devons retrouver la confiance perdue en nos propres utopies. Ce n'est pas de « croyance » dont il s'agit ici, mais plutôt de construction d'un futur à la fois utopique et réaliste.

Non-coopération intégrale !

Désobéissance civile généralisée !

Les dernières décennies ont été fécondes en luttes diverses partout dans le monde. Certaines peuvent nous inspirer dans le contexte actuel. En Uruguay, les Tupamaros avaient lancé comme slogan, au début des années 1970, « Les mots nous divisent, les actes nous unissent ! » C'est un excellent début. En France, et sans doute dans d'autres pays d'Europe, nous pourrions peut-être sortir de nos éternelles manies de cogitations stériles et à perte de vue, qui n'entraînent entre nous que des divisions microscopiques.

On dirait que nous prenons un malin plaisir à chercher ce qui nous divise et nous singularise plutôt que ce qui pourrait nous réunir dans une action contre un ennemi commun. Tel est le fond du problème : nous imposer en tant qu'individu singulier, même si le prix est de ne pouvoir coopérer dans nos luttes. Or, nous avons un ennemi commun sans nul doute, du moment que nous le désignons ainsi : la dictature qui monte et qui, de jour en jour, nous force de fait à coopérer avec elle pour sauver de médiocres avantages matériels.

Le pouvoir cherche à nous faire adhérer de fait, par de petites renonciations, à sa politique. Ce n'est pas entièrement nouveau, peut-être, mais ça l'est quand même dans la mesure où la situation économique, sociale et politique se dégrade, pour le pouvoir et pour l'État d'une façon brusque et rapide. Il est donc amené à resserrer les rangs. Ainsi, dans l'Éducation nationale, les enseignants et les chefs d'établissement sont forcés d'appliquer des circulaires diverses dont ils ne veulent pas et sur lesquelles ils n'ont pas été consultés.

Puisque l'État exige notre soumission...

Les personnels des services sociaux se retrouvent face aux mêmes contraintes, en gros gérer – c'est bien de cela qu'il s'agit – le cheptel humain défavorisé avec des moyens de plus en plus réduits. Ces fonctionnaires comprennent bien désormais que c'est sur leur humanisme et leur dévouement que l'État compte pour faire passer ses propres mesures antisociales. C'est un réalisme du pire : « On ne peut pas faire mieux et ça pourrait bien être pire. » Réalisme de pacotille, mais formidablement efficace dans un contexte catastrophiste de prétendue guerre économique, de restriction des subventions et des crédits sociaux tous azimuts.

Autre exemple : dans les centres de rétention des aéroports dans lesquels attendent les expulsés, les bénévoles des associations les moins compromises avec l'État, sa police et son Ofpra, sont aux prises chaque jour avec ce dilemme. Les bénévoles de l'Anafé et de la Cimade doivent continuer à aider les migrants sans-papiers tout en sachant que la majorité d'entre eux seront expulsés, ou cesser la mascarade mais alors abandonner les migrants à leur triste sort. On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Chacun sent confusément ou précisément cette montée de la demande de l'État, qui exige, mais en douceur, que nous consentions à ses décrets et lois, de plus en plus iniques.

Il convient ici de rappeler que le processus, dans l'Allemagne nazie, a été exactement du même ordre. Les « ennemis de l'État », les juifs et autres « ennemis » de la prétendue race aryenne n'ont pas été conduits directement en camps de concentration et d'extermination. Le cas des juifs est exemplaire : ils ont d'abord été contraints de s'identifier en tant que juifs, de se déclarer, puis spoliés de leurs biens, avant d'être contraints à quitter leur domicile, puis leur ville de résidence pour être confinés dans certains quartiers, dans des ghettos puis expédiés dans des camps, d'abord de concentration, et enfin exterminés comme on le sait. Le processus, on ne devrait pas l'oublier, a été graduel et non brutal. D'ailleurs, tout avec Hitler fut graduel ; c'est Mussolini qui a avancé le plus brutalement.

De nos jours, en France et en Europe, le modèle est bien l'organisation dictatoriale avançant pas à pas, légiférant sans cesse et créant de multiples étages administratifs dans le but de mettre en oeuvre sa politique en divisant et en répartissant les tâches ignobles, les faisant ainsi accepter par la majorité. La dictature qui se profile s'avance en tâchant de ne pas nous laisser la moindre possibilité de refus. Le système s'est attelé depuis longtemps à modeler la langue pour qu'elle serve à domestiquer les esprits. Dans son ouvrage, LQR, la propagande du quotidien (pour

Lingua Quintae Respublicae), Éric Hazan analyse la langue de la Ve République et rend hommage aux analyses de Victor Klemperer qui, dans un essai sur la langue du IIIe Reich, paru en 1947, expliquait comment la propagande nazie avait pu s'insinuer dans toutes les couches de la population allemande et rendre acceptable l'inacceptable. Il montre ainsi comment « par imprégnation lente, la langue du néolibéralisme créée et diffusée par les publicitaires et les économistes, reprise par les politiciens et les journalistes, est devenue l'une des armes les plus efficaces du maintien de l'ordre ». C'est la même politique que le « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous » de George W. Bush au moment de la guerre en Afghanistan puis contre l'Irak en beaucoup plus subtil !... refusons de nous soumettre !

La réponse à apporter se dessine d'elle-même : non-coopération radicale à partir de maintenant avec le pouvoir. Refusons dès maintenant d'appliquer les lois et de mettre en oeuvre la politique qu'il nous impose, que nous soyons fonctionnaire, cheminot, enseignant, policier, magistrat, élève ou étudiant, ou encore que nous travaillions dans le privé, car là aussi nous devons appliquer des politiques ignobles, cela dans à peu près tous les secteurs, y compris dans l'édition, prétendu bastion culturel.

Pour cela, nous pouvons nous inspirer du mouvement de désobéissance civile mis en oeuvre en Inde par tous ceux qui ont voulu chasser les Britanniques de leur pays dans les années 1920-1947. Durant toutes ces années, des Indiens ont refusé de payer l'impôt sur le sel, de remplir les tâches administratives imposées par les Britanniques, ou d'acheter des marchandises fabriquées au Royaume-Uni. Cela n'a pas suffi à obtenir le départ des Britanniques d'Inde, puisqu'il a fallu attendre la fin de la guerre pour que Londres, subissant la pression idéologique et diplomatique des États-Unis, soit contraint de liquider son empire colonial. Mais, de nos jours, le contexte est différent, et il est plus favorable. Nous vivons dans un pays dominant ; nous n'avons pas à lutter, comme les Indiens de la première moitié du XXe siècle, contre l'illusion que le progrès viendrait de la puissance coloniale installée chez nous – illusion qui a tant retardé la mise en marche du monde indien vers la liberté, comme l'explique Nehru dans La Découverte de l'Inde, ou encore Tagore dans Vers l'homme universel. Sans oublier que le pays n'avait jamais été vraiment uni dans les siècles précédant la domination britannique.

En France, la situation est très favorable à l'extension de la désobéissance généralisée. Elle se développe d'ailleurs chez tous ces professeurs ou directeurs d'établissements scolaires qui refusent d'appliquer les directives gouvernementales, à commencer par celles qui concernent le fichage administratif et policier des élèves, ou encore l'installation de dispositifs biométriques pour contrôler l'accès aux cantines. Cette désobéissance est aussi celle des autoréducteurs qui récupèrent gratuitement dans les supermarchés des marchandises qu'ils redistribuent aux pauvres et aux sans-abri qui en ont un besoin impérieux. Et elle est en germe ou fleurit dans nombre de luttes des sans-abri, dans la lutte permanente des squatteurs, dans le mouvement de 1995 et dans l'embrasement de 2005. La désobéissance se généralise sous nos yeux ! Et